

Barbara STIEGLER & François ALLA
SANTE PUBLIQUE, ANNEE ZERO
Tracts Gallimard n°37, Paris, mars 2022

J'ai déjà consacré deux « lectures » à des écrits passionnants de Barbara Stiegler¹. Que n'ai-je lu plus tôt celui-ci, publié en 2022, et qui aurait probablement influencé ma manière de vivre la présence du Covid dans nos vies ! Le double regard d'une philosophe et d'un médecin professeur en santé publique m'aurait probablement sorti de prise de positions plus émotionnelles que rationnelles... La lecture de ce texte me conforte, mais un peu tard, dans l'idée que lorsque les politiques font appel à nos émotions, la méfiance devrait nous rendre résistants, attentifs à ce que l'on veut nous faire faire sans débat ni prise en compte de la complexité des situations.

La santé publique, une spécialité à part entière

Les problèmes de santé publique relèvent de procédures scientifiques particulières qui en l'occurrence ont été plus qu'oubliées, récusées même. Au nom de la santé, et de la protection de la population, les principes mêmes d'une approche rationnelle ont été ignorés.

Quels sont, en effet, les principes d'une approche scientifique dans le champ de la santé publique ? C'est d'abord de ne pas oublier que l'action d'un agent pathogène, ne se développe jamais en tout ou rien. Il n'y a pas que la virulence du microbe ! La dimension sociale dans les problématiques de santé n'est pas négligeable, même au pays de Pasteur ! La Fontaine le savait déjà, lui qui nous rappelle qu'en ce qui concerne la redoutable peste, « *ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.* » Une fable dont il ne faudrait pas oublier la morale qui est déjà de l'ordre de la sociologie : « *selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.* » On retrouve cette conclusion dans les études de santé publique : les pauvres paient, en cas d'épidémie, un tribut plus lourd que les riches, et les déjà fragiles davantage que les en-bonne-santé. Il y a donc des populations à protéger plus que d'autres, des différences à faire. Mais, caché derrière un principe d'égalité brandi comme une valeur absolue, le gouvernement a imposé à tous les mêmes restrictions sans tenir compte qu'être confinés à 7 dans 20 mètres carrés n'avait pas les mêmes conséquences que l'être à deux dans 150... ou que le vaccin n'avait pas la même utilité chez une personne fragile, chez un patient sous chimiothérapie ou une personne âgée, ou un jeune adulte bien portant... Il faut donc segmenter ses échantillons pour faire des études valables, et non des moyennes de tout.

La politique contre la science...

Face à l'inconnu, la science procède prudemment. Elle pose des hypothèses, définit des procédures d'évaluation, analyse et confronte des résultats. Elle avance pas-à-pas dans un monde incertain. Elle prend des risques mesurés. Elle organise le débat. La démarche expérimentale avance par essais et erreurs, en essayant de minimiser ces dernières. C'est ce qui a été fait par exemple pour l'hydroxichloroquine, vantée sans preuve comme thérapeutique par le professeur Raoult et dont on a pu mesurer la non indication dans des études postérieures. Le seul intérêt de sa mise en avant était, de mon point de vue, d'être une proposition ouvrant sur un espoir à un moment où il ne semblait y avoir aucun remède ; effet placebo peut-être, mais non négligeable. Les connaissances demandent du temps pour se construire, et encore plus pour évoluer.

Or la notion d'urgence semble imposer de décider.

¹ « Il faut s'adapter », lecture n°137 de décembre 2019, et « de la démocratie en pandémie », lecture n°184 de mars 2021.

Et les politiques, masquant leur incompétence derrière la légitimité de leur autorité, lui donnent une forme affirmative inutilement brutale. D'où ces coups de barre brutaux qui détruisent la confiance pourtant nécessaire.

Comme j'aime à le dire :

*Il ne faut écouter les experts que d'une oreille
puisqu'eux-mêmes ne regardent la vie que d'un œil*

Autre point que souligne nos auteurs à juste titre : l'utilisation pervertie des experts par les politiques lors de cette pandémie. Tout un lot d'experts variés, épidémiologistes, biologistes, immunologistes, statisticiens, infectiologues... ont été ainsi mobilisés. Et choisis ensuite l'expert en fonction d'une décision déjà prise qu'il faut justifier. Un « conseil de défense » a été ainsi davantage une chambre d'enregistrement qu'un espace d'élaboration de décisions réfléchies.

Hypocrisie suprême, mettre sur le compte de l'épidémie ce qui relevait d'une destruction systématique et ancienne du système de santé dont on a réduit continuellement les moyens depuis quarante ans. La fermeture des lits, et la gestion des hôpitaux poussée à devenir celles d'entreprises comme les autres ne sont pas dues au virus...

Je ne suivrai pas complètement les auteurs dans leur rapprochement entre Covid 19 et Sida. Même si ce dernier s'est répandu assez vite dans toute la population, il a touché d'abord la communauté gay et n'a donc pas été perçu comme l'affaire de tous. Il a d'ailleurs fallu un militantisme fort de la communauté homosexuelle pour que la société entière se mobilise.

Pour le covid, y avait-il un agenda caché derrière les décisions de nos politiques (mettre du contrôle à la place de l'impuissance) ou simplement une méconnaissance profonde des principes de la recherche en santé publique ? Soyons indulgents, penchons pour l'ignorance...